

Election européenne du 26 mai 2019 en France

Recueil des propositions « transport »

Europe 2019 : « l'Initiative TDIE »

**Recueil des propositions « transport » des
programmes des listes candidates**

Le document suivant propose une compilation des propositions « transport » des programmes écrits des listes candidates aux élections européennes du 26 mai 2019. Il se fonde sur l'étude des programmes publiés par les listes suivantes : Debout la France (DLF), Envie d'Europe (PS), Europe-Ecologie-Les Verts (EELV), la France Insoumise (LFI), Printemps européen - Génération.s (G.s), Parti Communiste Français (PCF), Rassemblement National (RN), Renaissance (LREM), Les Républicains (LR).

Il propose une analyse de l'ensemble des propositions des différentes listes par thématique, puis fournit ensuite un recueil des propositions extraites des programmes.

Table des matières

Analyse des propositions « transport » des programmes	3
Extraits des programmes.....	5
Debout la France : « Le courage de défendre les français »	5
Parti Socialiste-Place publique-Nouvelle Donne : « Envie d'Europe »	6
Europe-Ecologie-Les Verts : « Sauver l'Europe pour sauver le climat ».....	8
La France Insoumise : « L'avenir en commun, en Europe aussi ! ».....	10
Génération.s : « Vive l'Europe libre ».....	12
Parti Communiste Français : « Pour l'Europe des gens, contre l'Europe de l'argent ».....	13
Rassemblement National : « Pour une Europe des Nations et des Peuples »	15
Renaissance : « Reprenons en main le destin de l'Europe ».....	16
Les Républicains : « Pour la France : Transformer l'Europe »	18

Analyse des propositions « transport » des programmes

Le détail des programmes et la présence de thématiques liées aux transports est très variable. Les propositions recoupent majoritairement – mais pas entièrement – les réponses des listes au questionnaire TDIE.

Quasi-consensus pour la neutralité carbone et la taxe carbone aux frontières

Les listes EELV, G.s, LFI, LR et PS se prononcent toutes en faveur de l'objectif de neutralité carbone pour 2050. LFI souhaite aller plus loin en renforçant les objectifs intermédiaires. Renaissance souhaite respecter l'Accord de Paris. Ce sont les mêmes listes que l'on retrouve en faveur d'une taxe carbone aux frontières (« droit de douane anti-pollution » chez LR, « bouclier écologique et social » chez EELV).

Consensus pour l'investissement

La plupart des formations politiques se déclarent en faveur de plans d'investissement : seul le RN ne le mentionne pas. DLF préfère des financements à taux zéro par la BCE, le PCF et le PS mentionnent les deux (investissement et prêts). EELV prévoit 100 milliards d'euros, le PS 400 milliards par an (prêt et investissement confondu), et Génération.s 500 milliards par an. EELV et le PCF proposent de sortir les investissements écologiques du calcul du déficit. Renaissance souhaite que 40% des dépenses de l'Europe soient affectés à la transition écologique, contre 50% pour EELV. LR et LREM évoquent le déploiement d'une infrastructure hydrogène et électrique, mais seuls Les Républicains mentionnent le financement des grandes infrastructures.

Divergences à la marge sur les stratégies modales

Le PCF souhaite doubler la part modale du ferroviaire pour le fret, développer le fluvial et la multimodalité en général. Le PS souhaite également développer le ferroviaire, tandis que LFI souhaite le rendre obligatoire pour le fret longue distance. LREM souhaite renforcer le principe « pollueur-payeur ».

LFI, le PCF et PS mentionnent l'aménagement du territoire comme un moyen de réduire les besoins en mobilité. LREM souhaite rendre accessibles les transports propres, et le PS et le PCF développer les transports publics.

LREM, EELV, LFI et le PS mentionnent une taxe sur le kérosène ou l'aérien (EELV pour le carburant des navires également). La liste du PS souhaite durcir les seuils d'émissions des véhicules et interdire la vente de motorisations diesel en 2030, et tous les moteurs thermiques en 2040, ce dernier objectif étant partagé avec LREM.

Large opposition à la directive sur le travail détaché, et quelques prises de positions contre les politiques de libéralisation en général

DLF, LFI et le RN veulent abroger la directive sur le travail détaché. Le PCF veut abolir le statut même de travailleur détaché, tandis que Génération.s propose de le taxer. Renaissance souhaite au contraire un « acte II » de la réforme du travail détaché, et, avec le PS, souhaite renforcer l'inspection du travail et la lutte contre les fraudes. LFI se déclare en faveur d'une harmonisation sociale, tandis que DLF

souhaite limiter le marché commun aux Etats ayant atteint un certain niveau de convergence sociale et fiscale.

LFI et le PCF souhaitent mettre fin à la libéralisation des services publics (moratoire pour le PCF, et abrogation des paquets ferroviaires pour LFI).

Plusieurs propositions en faveur d'une politique industrielle

LR, le PS et le RN se déclarent en faveur d'un soutien à l'industrie. Le RN et le PS proposent d'octroyer la priorité aux entreprises européennes dans la commande publique, LREM évoque au contraire la réciprocité dans l'ouverture des marchés publics. Le RN et le PCF sont en faveur de coopérations industrielles, LR et LREM se déclarent en faveur de l'émergence de champions continentaux et se positionnent contre la politique de concurrence (LR) ou pour sa refondation (LREM), LFI souhaite que les monopoles publics soient maintenus.

LR souhaite la mise en place d'une stratégie européenne pour l'intelligence artificielle, le PS veut développer la recherche dans le véhicule d'avenir, LFI propose la création d'un Institut de Recherche Européen sur la transition énergétique, et LREM souhaite une politique spatiale européenne souveraine.

Extraits des programmes

Pour chaque programme étudié, l'ensemble des grands axes politiques sont repris. Les propositions concernant directement les transports sont signalées en bleu.

Debout la France : « Le courage de défendre les français »

Le programme se divise en deux axes, comprenant 3 volets de proposition chacun :

- **Assurer la sécurité des nations d'Europe et stopper la submersion migratoire.**
- **Placer les démocraties nationales au cœur de l'Europe.**
- **Mettre fin aux gaspillages financiers de Bruxelles pour rendre leur argent aux Français.**
- **Défendre nos emplois face à la mondialisation et faire des pays européens des champions scientifiques et technologiques.**
 - **Annuler la directive des travailleurs détachés, y compris pour les transports routiers.**
 - Favoriser les investissements privés et publics dans la recherche et l'innovation pour atteindre 5% du PIB européen comme la Corée du Sud.
 - Conditionner l'accès au marché commun européen à une harmonisation sociale, fiscale et au respect de la loyauté commerciale entre partenaires européens pour que les emplois des Français cessent de partir en Pologne ou en Roumanie
 - Garantir 75% des marchés publics aux PME nationales et européennes.
 - Instaurer une « préférence économique européenne » pour protéger nos industries, nos emplois et notre agriculture contre la concurrence déloyale exploitant la misère humaine et la planète.
- **Protéger notre environnement et valoriser les cultures européennes pour défendre notre civilisation !**
 - Instaurer des droits de douane « anti-pollution » aux frontières de l'Europe pour protéger notre environnement, nos emplois et notre mode de vie des importations déloyales.

Parti Socialiste-Place Publique-Nouvelle Donne : « Envie d'Europe »

Le programme est organisé en 10 « combats », pour un total de 119 propositions.

- **L'écologie et la justice sociale d'abord !**

- 2. Nous supprimerons les subventions néfastes à la santé et à l'environnement. Nous négocierons une refonte de la politique de cohésion et de convergence qui priorisera notamment l'attribution des fonds européens en fonction des objectifs de justice sociale et de transition écologique, de respect des droits humains, de [densification et végétalisation des villes et de recul de l'artificialisation des sols, plutôt qu'à de simples logiques de construction d'infrastructures](#).
- 4. La création d'un budget européen pour le climat et la biodiversité de 500 milliards d'euros sur les 5 prochaines années, financés notamment par un impôt européen sur les bénéfices des sociétés.
- 5. La création d'une Banque européenne pour le climat et la biodiversité qui financera la transition écologique grâce à des prêts à taux privilégiés.
Ce sont ainsi au total 400 milliards d'euros de prêts et de subventions qui seront mobilisés en moyenne chaque année pour financer des investissements nécessaires à la transition écologique, dont 50 à 60 milliards par an pour la France.
- 6. [Investir massivement pour développer une recherche indépendante](#), permettant de progresser vers le stockage des énergies renouvelables, les nouvelles générations d'ordinateurs plus sobres en électricité, [les véhicules et transports d'avenir](#), la formation aux nouveaux métiers, etc. Nous porterons une attention particulière à la recherche non orientée.
- 10. [Développer les transports collectifs conformes à notre ambition écologique. Il faudra notamment permettre l'accès à un réseau ferroviaire plus abordable et mieux connecté sur tout le territoire.](#)
- 14. [Nous proposerons de taxer le kérosène sur tous les vols intra-européens.](#)

- **Passer de l'Europe du dumping social à l'Europe du progrès social et humain.**

- 23. S'agissant du travail détaché, nous appliquerons une règle simple : à travail égal, salaire égal, cotisations sociales égales sur un même lieu de travail. Nous renforcerons à cet effet les corps nationaux d'inspection du travail.
- 24. Nous mettrons en place une politique industrielle européenne cohérente avec les objectifs de lutte contre le changement climatique et respectueuse des droits sociaux et de la biodiversité. Elle passera par l'organisation de réseaux d'entreprises dans les filières stratégiques et le soutien à l'innovation et à la commercialisation de nouveaux produits et services. Elle développera également l'investissement dans les compétences et les talents, en formant les jeunes, comme les chômeurs et les salariés.
- 31. Nous proposerons une directive européenne sur le travail dans l'économie des plateformes afin de réglementer et protéger les nouvelles formes de travail qui se développent dans le secteur de l'économie numérique.

- **La santé des femmes, des hommes et la protection des écosystèmes au cœur de nos préoccupations.**

- 48. [Nous durcirons les seuils d'émission de polluants atmosphériques réglementaires, en imposant un contrôle plus fort sur les niveaux réels d'émission des véhicules et des sanctions suffisamment dissuasives envers les constructeurs.](#)
- 49. [Dans le secteur automobile, pour lutter contre la pollution de l'air, nous mettrons en œuvre la sortie progressive de la technologie du moteur diesel d'ici 2030 et du](#)

moteur à explosion d'ici 2040. Dans le cadre du Pacte Finance-Climat- Biodiversité, nous accompagnerons, notamment financièrement, les utilisateurs de véhicules diesel dans cette transition.

- **Pour l'Europe des citoyennes et des citoyens, contre l'Europe des lobbies.**
- **Garantir et étendre les droits fondamentaux des européennes et des européens.**
- **Pour une solidarité européenne dans l'accueil des migrants.**
- **Un nouvel horizon pour l'Europe : faire le pari de la jeunesse et assurer les conditions d'une véritable citoyenneté européenne.**
- **Construire une autre mondialisation : pour un protectionnisme social-écologique.**
 - 88. Nous instaurerons une taxe carbone aux frontières de l'Union pour soutenir nos entreprises contre la concurrence des pays qui ne respectent pas l'Accord de Paris, pour lutter contre la déforestation importée et pour financer les politiques de transition et d'aide au développement.
 - 89. Nous réviserons la politique de concurrence européenne et assouplirons les règles d'octroi des aides d'État pour faciliter l'émergence d'entreprises européennes d'excellence face aux géants internationaux. Nous renforcerons également le contrôle des investissements étrangers.
 - 90. Nous instaurerons un « Buy European Act » pour orienter les marchés publics prioritairement vers de l'achat européen à faible empreinte écologique, afin de soutenir nos PME et nos industries s'engageant dans la transition sociale et écologique de leurs activités.
- **Pour lutter contre l'évasion fiscale, construire enfin une fiscalité européenne juste et une régulation financière efficace.**

Pour une Europe puissance, humaniste et responsable.

Europe-Ecologie-Les Verts : « Sauver l'Europe pour sauver le climat »

Le programme est organisé en 5 parties :

- **1. Adopter un traité environnemental et promouvoir le protectionnisme vert pour faire de l'écologie la priorité de l'Europe**
 - Des critères écologiques contraignants. Nous devons subordonner les critères économiques aux critères environnementaux : dorénavant, ce seront les États qui ne diminuent pas leurs budgets carbone ni leur empreinte écologique qui pourront faire l'objet de poursuites par la Commission européenne. Pour y parvenir, nous devons sortir les dépenses d'investissement écologique de la règle de calcul des déficits. Nous remplacerons les indicateurs de richesse par des indicateurs du bien-vivre.
 - Une Europe zéro carbone. Nous devons nous engager résolument dans une économie zéro carbone : l'Union européenne et ses États membres mettront fin à tous les soutiens, directs et indirects, publics et privés, vers les énergies fossiles. Nous supprimerons les accords de libre-échange qui ruinent les territoires, du CETA au MERCOSUR en passant par le JEFTA.
- **2. Créer une banque européenne du climat et de la biodiversité et développer un plan d'investissement massif pour sauver le climat**
 - 0% carbone, 100% renouvelables. L'Europe doit réduire ses émissions de 60% d'ici 2040, avec un pic d'émissions dès 2020, dans une grande accélération des politiques actuelles. Pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique et la perte du vivant, pour sortir définitivement du nucléaire et du charbon entre 2030 et 2050, nous avons besoin d'argent. Nous proposons de relever le budget de l'Union européenne à 5% de son PIB et d'en consacrer au moins 50% au climat. Avec la Banque européenne du climat et de biodiversité, nous lancerons un grand plan d'investissement de 100 milliards d'euros par an pour la sobriété, l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et la mobilité durable.
 - Réparer les territoires. Cette politique d'investissement massif reposera sur l'égalité entre les territoires et leur revalorisation : pour sortir de la dépendance au tout-voiture, un Plan ferroviaire européen misant sur les petites lignes et les trains de nuit sera mis en œuvre. Pour les zones industrielles et agricoles sinistrées par les produits fossiles et chimiques, un fonds européen de dépollution des zones polluées et une obligation européenne de dépollution viendront réparer les territoires. Pour éviter les grands projets désastreux aussi bien en termes démocratiques qu'écologiques, les citoyen-nes participeront à l'allocation des fonds européens de ce plan d'investissement, et représenteront son véritable bouclier démocratique.
 - Un bouclier écologique et social. La nouvelle politique énergétique européenne s'appuiera sur un fonds social pour la transition écologique et une assurance transition, visant à accompagner, les régions et les travailleurs des secteurs économiques les plus dépendants des énergies fossiles et toxiques vers une économie verte créatrice d'emplois. Afin de protéger la santé de chacun-e sur son lieu de vie et de travail, une sécurité socio-environnementale sera créée, abondée par une taxation environnementale et transfrontière : des GAFAM aux pollutions générées par le kérosène des avions, les camions ou les paquebots à l'intérieur de l'UE. Nous engagerons ainsi une nouvelle révolution fiscale : celle qui fera vraiment payer les pollueurs.

- **3. Mettre les paradis fiscaux hors de l'Europe et garantir le droit à l'Euro pour remettre la finance à sa place**
- **4. Une agriculture 100% BIO pour défendre les terroirs et protéger la qualité de notre alimentation**
- **5. En finir avec le pouvoir destructeur des lobbies et des technocrates pour rendre l'Europe aux citoyennes et aux citoyens**

La France Insoumise : « L'avenir en commun, en Europe aussi ! »

Le programme a été élaboré entre avril 2018 et avril 2019. Il est organisé autour de 5 axes principaux :

- **1. Faire respecter la souveraineté des peuples**
- **2. Face à l'urgence climatique, engager la planification écologique**
 - o 2.1. Protéger l'écosystème, la santé, les biens communs et les animaux
 - Revoir à la hausse les objectifs de réduction des émissions de CO2 adoptés lors de la COP 21 pour atteindre l'objectif de neutralité carbone en 2050 (émissions de gaz à effet de serre inférieures à ce que l'écosystème peut absorber), porter, au minimum, la part d'énergie renouvelable à 45% et améliorer l'efficacité énergétique de 40% en 2030 au niveau européen.
 - o 2.2. 100% d'énergies renouvelables, en Europe aussi !
 - Créer un institut européen public de recherches sur la transition énergétique.
 - Engager un plan d'investissement public dans les économies d'énergies et les énergies renouvelables
 - **Arrêter la privatisation et la destruction des services publics nécessaires à la transition énergétique (train, barrages hydroélectriques, etc).**
 - Abandonner le marché carbone qui consiste à acheter le droit à polluer et le remplacer par des interdictions et taxations sur les grands pollueurs...
 - Mettre en place une taxe carbone aux frontières, sans dérogations, pour favoriser les productions écologiques et de proximité stoppant ainsi le démantèlement du monde.
 - Bloquer le démantèlement des entreprises industrielles par des rachats hostiles et exiger un droit de regard du Parlement sur les autorisations de fusions-acquisitions décidées par la Commission européenne.
 - Voter une fiscalité carbone et kérosène
 - **Donner tous les moyens nécessaires à l'enquête européenne sur la fraude des constructeurs automobiles concernant les émissions de diesel ainsi que leurs ententes illégales.** Exiger des États membres qu'ils ouvrent chacun une enquête, alors que la Commission européenne essaie d'étouffer le scandale.
 - o 2.4. Mettre en place une planification écologique européenne
 - Défendre un aménagement écologique et social du territoire : refus de la métropolisation, amélioration des conditions de vie, d'activité et d'accès aux services publics dans les zones rurales et les quartiers populaires, lutte contre l'imperméabilisation des sols par l'urbanisation et leur appauvrissement par les pratiques agricoles destructrices et soutenir à ce titre la revendication de la campagne People4Soil et une directive-cadre sur les sols européens, afin de préserver leur vie, leur fertilité et leur capacité absorbante.
 - **Elaborer un plan européen de recours obligatoire au transport ferroviaire de fret sur longue distance dans toutes ses composantes (wagons isolés, trains entiers, transport combiné classique, ferroutage lorsque celui-ci est pertinent) et plus généralement de report modal de la route vers les modes moins polluants.**
- **3. Mettre au pas la finance, en finir avec le dumping social et fiscal**
 - o 3.1. Stop au dumping social : non-régression, égalisation sociale et coopération
 - Abolir la directive de détachement de travailleurs : les salariés détachés doivent relever intégralement du droit du pays d'accueil (horaires, salaires,

- cotisations sociales, indemnités, congés etc) s'il est plus favorable que leur pays d'origine.
- Mettre fin au dumping et imposer l'harmonisation sociale par le haut grâce à une clause de non-régression des droits sociaux dans les pays les plus protecteurs.
 - Mettre en place des écluses douanières dans l'UE par groupes de pays pour stopper les délocalisations internes à l'UE et obliger à l'égalisation sociale.
- 3.2. Développer les services publics et défendre la Sécurité sociale
 - Refuser l'ouverture à la concurrence et la privatisation des services publics, [abroger les paquets ferroviaires](#) et énergie, garantir la maîtrise publique des activités d'intérêt général et de souveraineté.
 - [Permettre le maintien des monopoles publics \(SNCF par exemple\) et l'attribution de la gestion de services publics sans mise en concurrence \(barrages hydroélectriques etc\).](#)
 - 3.3. Plus aucun sacrifice pour l'euro, pour une relance sociale et écologique
 - Engager un plan de relance par l'investissement public pour soutenir la création d'emplois, la transition écologique, et la relocalisation des productions.
 - Mettre fin à la toute-puissance et à l'indépendance de la Banque centrale européenne, modifier ses missions et statuts pour financer l'emploi et la transition écologique, autoriser le rachat de la dette publique directement aux États et aux banques publiques d'investissement, interdire à la BCE de couper les liquidités à un État membre comme elle l'a fait en Grèce et à Chypre.
- **4. Construire la paix et les coopérations**
- 4.1. Stop au libre-échange, vive le protectionnisme solidaire
 - [Instaurer une taxe carbone aux frontières de l'UE pour favoriser les productions écologiques et de proximité, et pénaliser les productions issues de pays ne respectant pas les normes écologiques européennes et le transport de marchandises sur longue distance.](#)
 - [Protéger les industries stratégiques contre le pillage par la finance \(acier, énergie, numérique, télécom, transport, spatial, etc.\).](#)
 - 4.4. Lutter contre le terrorisme, refaire de la sûreté un droit fondamental
 - Proposer une directive pour une meilleure protection des données personnelles avec notamment la [remise à plat du PNR \(Passenger Name Record\)](#) et œuvrer à la création d'un « Comité d'éthique » chargé de contrôler et lutter contre la généralisation des algorithmes en commençant par exiger la transparence des variables et des données utilisées, évaluer régulièrement l'impact de ces outils mathématiques sur les utilisateurs afin d'en corriger les effets pervers.
- **5. Face aux réactionnaires, étendre les droits et les libertés**
- 5.3. Porter une ambition culturelle et éducative digne du 21^e siècle
 - Créer des réseaux européens pérennes de recherches sur les grands enjeux de société liés à la transition écologique et sociale de nos sociétés, créer des laboratoires de recherche publique européens dans les domaines de la santé, des sciences de l'éducation, de l'environnement, de l'énergie, de la mer et de l'espace, augmenter de manière considérable l'effort financier en faveur de la recherche.

Génération.s : « Vive l'Europe libre »

La liste porte 21 engagements, basé sur « l'appel de Naples » qui fonde le mouvement transnational « Printemps européen ». Les 10 premiers engagements seront portés au Parlement européen.

- **Libérons les peuples des pollueurs pour un droit à se nourrir sainement, à respirer un air pur, à préserver durablement nos ressources**
 - Donnons l'argent européen au climat, pas aux banques. 500 milliards par an pour le Green New Deal
 - Nous nous engageons pour une Europe zéro carbone en 2050 libérée des énergies fossiles et nucléaires.
 - Ces engagements seront tenus sur le sol européen sans recourir aux artifices du marché carbone.
 - Nous financerons les investissements massifs dans les économies d'énergie, le logement et la rénovation thermique, les énergies renouvelables, et les mobilités propres par un engagement financier de 500 milliards d'euros par an, dégagé grâce à la mobilisation des banques centrales.
 - Nous interdirons aux banques d'investir dans les projets d'énergies fossiles et intégrerons les objectifs climatiques de l'accord de Paris dans le mandat de la Banque centrale européenne.
 - Instituons l'énergie, l'eau et les transports comme des biens communs, des services publics gérés par tou.te.s et pour tou.te.s
 - Nous nous battons aussi pour centraliser et assouplir la gestion des milliards d'euros des fonds européens de cohésion, afin de les investir dans les services de proximité pour l'énergie, l'eau et les transports, particulièrement dans les Outre-mers.
- **Abolissons les privilèges pour libérer l'Europe des lobbies des géants de l'industrie**
- **Libérons la société du modèle économique archaïque, libéral et inégalitaire**
 - Réalisons vraiment la justice sociale en Europe
 - Salaire minimum dans tous les Etats-membres, assurance-chômage européenne, taxe sur les différentiels de cotisations sociales sur le travail détaché, inspection européenne du travail avec pouvoir de sanction, 35 heures par semaine et 35 jours de congés pour tous les travailleurs en Europe.

Parti Communiste Français : « Pour l'Europe des gens, contre l'Europe de l'argent »

Le programme est constitué de 12 propositions, suivies de nombreux « combats » répartis en 8 parties.

Propositions :

3. Un moratoire sur les libéralisations de services publics et la création d'un fonds pour le progrès social et écologique et le développement des services publics financé par la Banque centrale européenne.

4. Agir pour le climat : [doubler la part du transport par fret ferroviaire en Europe](#) et mettre en œuvre un plan européen de rénovation énergétique des logements.

« Combats » :

- **1. Un travail qui paie pour une vie digne**
 - o 3. Vers l'abolition du statut des travailleurs.euses détaché.e.s
 - Mettre en place un système garantissant une égalité complète entre détaché.e-s et locaux.ales et mener dans la durée une bataille pour l'abolition du statut actuel des travailleurs.euses détaché.e-s.
 - Les employeurs doivent cotiser au niveau le plus haut, soit celui du pays d'origine, soit celui du pays où le-la travailleur.euse est employé.e.
- **2. Défendre et étendre les services publics en Europe :**
 - o 1. Mise en place d'un moratoire sur les directives de libéralisation. À défaut, un État doit pouvoir appliquer un droit de retrait pour ne pas appliquer ces directives.
 - o 2. La non application des principes et règles de concurrence pour les services publics, les « services d'intérêt économique général » et la non ouverture à la concurrence des services publics et des « services d'intérêt économique général ».
 - Nous défendons l'abrogation des articles 101 à 107 du traité sur le fonctionnement de l'UE, pour rendre possible les aides d'État.
 - o 3. [Créer et utiliser un Fonds pour le progrès social et écologique](#)
 - [Financé par la BCE à taux nul pour étendre les services publics en Europe, notamment pour les transports](#), les postes, l'énergie, les écoles, les hôpitaux. Ce fonds financerait, par des prêts à 0 %, les dépenses des Etats si celles-ci développent les services publics, que ce soient des dépenses d'investissement matériel ou l'accroissement des dépenses salariales ou de formation.
 - o 4. Défendre et étendre le service public des transports
 - Investir pour garantir l'égalité et développer nos territoires : [plan d'investissement financé par le Fonds écologique et social de la BCE pour les infrastructures ferroviaires, portuaires et fluviales](#).
 - [Appui à l'investissement nécessaire en lignes de bus, de tram, de métro](#).
- **3. Pour le climat : il y a urgence !**

Un principe : l'UE doit sortir du tout routier et du tout carbone. L'Accord de Paris sur le climat doit être respecté.

- o 1. [Une politique des transports orientée vers la défense du climat](#)
 - [Plan pour le développement du multi-modal et le doublement de part du fret ferroviaire, le développement du fret fluvial pour mettre fin à la politique du](#)

- « tout routier » privilégiée par l'UE. Les transports commerciaux et industriels de longues distances doivent être massivement redirigés vers le fret ferroviaire ou fluvial et le multimodal en développant des voies navigables et des infrastructures ferroviaires, avec les personnels en nombre suffisant et correctement formés. La route sera toujours utile et intégrée au système, mais avec des emplois de qualité et uniquement pour les derniers kilomètres.
- Favoriser les circuits courts industriels et agricoles pour réduire les besoins en transports en relocalisant les productions.
- **4. Prendre le pouvoir sur l'argent**
 - 2. Remettre en cause les règles du pacte budgétaire, des mécanismes de contrôle budgétaire et faire pression pour leur abrogation.
 - Pour les remettre en cause, un premier pas est de sortir du pacte budgétaire toutes les dépenses sociales et écologiques, et les dépenses d'investissement dans les services publics civils. Cela concerne également les collectivités territoriales.
 - **5. La démocratie maintenant !**
 - **6. Un nouveau modèle agricole et industriel**
 - 2. Une politique industrielle européenne pour l'emploi et le climat
 - **Construire des coopérations industrielles européennes**
Les trains à grande vitesse du futur et les transports plus légers ont besoin d'innovations (nouveaux matériaux, modes de propulsion...). Cela nécessite de recourir à une recherche délivrée du critère de rentabilité financière maximale et du poids des lobbys, notamment pétroliers. Les services publics doivent pouvoir être co-concepteurs et donneurs d'ordres des entreprises industrielles, dans des partenariats longs. Nous soutenons la production industrielle directe en Europe et avec des coopérations équitables entre les constructeurs européens. Fonder un Groupement d'intérêt économique au niveau communautaire (GIE) afin d'offrir une plateforme européenne « Industrie 4.0 » qui remette en cause le quasi duo-monopole de General Electric et de Siemens.
 - **7. L'Europe de l'égalité des droits et des libertés**
 - **8. Une Europe de la paix, de la sécurité collective et de la coopération**
 - 1. Mettre fin aux négociations et aux ratifications en cours des accords de libre-échange
 - Instaurer une taxe aux frontières de l'UE sur les importations de produits ne respectant pas les normes sociales, environnementales et l'accord de Paris sur le climat.
 - Développer les échanges industriels internationaux dans des logiques de développement des biens communs et de l'emploi plutôt que dans des logiques de concurrence.
 - Imposer, dans les marchés publics, des clauses de production européenne, avec une composante de localisation nationale.

Rassemblement National : « Pour une Europe des Nations et des Peuples »

Le programme est organisé en trois parties : une partie de bilan et deux parties qui concentrent les propositions.

- **Union Européenne : le désastreux bilan**
- **L'Europe : Une civilisation en héritage et en partage, une histoire et des nations**
 - En finir avec la concurrence économique déloyale organisée par Bruxelles !
 - Abroger la directive sur le travail détaché
 - Mettre fin au dogme de la libre concurrence et priorité aux entreprises françaises dans la commande publique
- **L'Europe des Nations : Une nouvelle organisation institutionnelle**
 - Les coopérations pour en finir avec le fédéralisme
 - Permettre aux Nations de choisir librement les projets de coopération auxquels elles participent [coopérations industrielles types Arianespace ou Airbus]. il s'agit de coopérations librement consenties à l'initiative de certains pays (sans rien imposer aux autres) et qui ont permis à l'Europe d'exister en tant que pôle de puissance industrielle dans les secteurs concernés.

Renaissance : « Reprenons en main le destin de l'Europe »

Le programme est constitué de 79 propositions, réparties en 9 volets :

- **Faire de l'Europe une puissance verte**

- Nous investirons massivement dans la transition écologique et solidaire.
 - Nous consacrerons 40% des dépenses européennes à la transition écologique.
 - Nous rendrons le budget européen 100% compatible avec l'Accord de Paris.
- Taxer le carbone des produits importés en Europe et appliquer plus strictement le principe « pollueur-payeur » au sein de l'UE.
- **Garantir un air pur en taxant le transport aérien et en rendant accessibles les transports propres. Nous développerons les batteries électriques, l'hydrogène, le biogaz et les bornes de recharge et arrêterons la vente de voitures essence et diesel d'ici 2040.**

- **Bâtir l'Europe de la justice sociale et fiscale**

- Nous taxerons les géants du numérique en Europe comme nous le faisons en France et mettrons fin à la règle de l'unanimité pour les décisions relatives à la fiscalité.
- Mettre en œuvre un salaire minimum adapté à chaque pays européen pour limiter la concurrence par les bas salaires et garantir un revenu de vie décent. L'accès aux fonds européens dépendra de la mise en place de ces salaires.
- Finaliser la lutte contre le dumping social avec un acte II de la réforme du travail détaché. À travail égal, salaire égal et coût du travail égal : les cotisations sociales seront alignées sur le niveau le plus élevé. Il faudra aussi intensifier la lutte contre les fraudes grâce à la nouvelle Autorité européenne du travail.
- Aider jusqu'à 20 000 euros chaque travailleur dont l'entreprise est touchée par les transformations numériques et écologiques pour qu'il puisse se reconvertir.
- **Créer de nouveaux droits et protections pour les 3 millions de travailleurs de plateforme, comme Uber ou Deliveroo (accidents du travail, assurance maladie, formation...).**

- **Faire respecter l'Europe dans la mondialisation**

- Nous ferons voter une Directive « Éthique des entreprises » qui interdira l'accès au marché européen à toute entreprise ne respectant pas les exigences sociales et environnementales fondamentales.
- Renforcer le mécanisme européen de contrôle des investissements étrangers dans les secteurs et technologies stratégiques, par exemple pour garantir l'indépendance de notre 5G.
- Exiger la réciprocité en matière de marchés publics.
- **Refonder la politique de concurrence pour ne plus reproduire l'erreur du rejet de la fusion Alstom-Siemens et permettre l'émergence de champions européens.**
- Refuser de signer des accords de libre-échange avec les pays ne respectant pas l'Accord de Paris sur le climat.
- Faire respecter les règles antidumping. Un procureur commercial européen veillera au respect des engagements pris par nos partenaires.
- Créer un statut propre aux géants du numérique pour sanctionner rapidement toute atteinte à la concurrence, permettre l'ouverture des données et la transparence des algorithmes.

- **Donner à l'Europe les moyens de se défendre**

- Développer une politique spatiale européenne souveraine avec une stratégie et des investissements communs.
- **Faire respecter nos valeurs et nos frontières**
- **Unir autour de l'identité européenne**
- **Rendre l'Europe aux citoyens**
 - Augmenter les ressources propres de l'UE sans augmenter les contributions nationales: taxe carbone aux frontières et taxe sur les transactions financières.
- **Pour une politique féministe européenne**
- **Réussir la renaissance européenne**

Les Républicains : « Pour la France : Transformer l'Europe »

Le programme est organisé en 5 parties :

- **I. L'Europe Frontière : immigration, terrorisme, extension de l'UE (propositions 1 à 18)**
- **II. L'Europe Civilisation : identité, patrimoine, environnement (propositions 19 à 35)**
 - o 31 : Droits de douane anti-pollution sur les produits importés de pays qui ne respectent pas nos normes environnementales ou sociales, pour augmenter le budget européen dédié à la recherche et l'innovation
 - o 32 : Mettre en œuvre un Plan européen pour le climat, piloté par un « Haut-Commissaire européen pour le climat et la biodiversité » favorisant notamment les prêts à taux zéro de la Banque européenne d'investissement aux Etats membres, aux collectivités, aux entreprises et aux particuliers.
 - o 33 : Lutter contre le dérèglement climatique et réduire notre dépendance énergétique, en visant le « 0 carbone » à horizon 2050 et en favorisant un mix énergétique adapté aux réalités des territoires.
- **III. L'Europe Puissance : entreprises, accords internationaux, agriculture, concurrence, industrie, défense, outre-mer, international (propositions 36 à 62)**
 - o 50 : Faire cesser le dumping social au sein de l'UE :
 - Défendre une vraie révision de la directive sur les travailleurs détachés, pour faire cesser le dumping social au sein de l'Union européenne.
 - Réviser le règlement européen sur les systèmes de sécurité sociale : les travailleurs détachés doivent payer les cotisations sociales du pays dans lequel ils travaillent.
 - [Porter une révision ambitieuse des règles du transport routier européen, pour mettre un terme à la concurrence déloyale dans ce secteur.](#)
 - Renforcer l'arsenal de contrôle et de sanction des structures spécialisées dans le détachement des travailleurs.
 - o 51 : Transformer radicalement la politique européenne de concurrence. Cette politique doit cesser d'être un frein à la constitution de champions européens mais s'adapter aux priorités industrielles de l'Union :
 - Etablir une liste de secteurs stratégiques (environnement, énergie, défense, numérique...) dérogatoire des règles de la concurrence européenne, pour permettre l'émergence de leaders continentaux performants à l'échelle mondiale (sur le modèle d'Airbus).
 - Donner aux Etats membres la possibilité de faire appel des décisions de la Commission européenne en matière de politique de concurrence, et leur laisser le choix final pour affirmer leurs stratégies industrielles.
 - Engager une réforme des plafonds d'intervention publique pour les régions, pour soutenir durablement les acteurs économiques des territoires, en relevant notamment le plafond d'aides aux PME
 - o 56 : La taxation des entreprises doit être équitable entre toutes les entreprises en Europe : mettre en place une taxe d'égalisation des géants extra-européens du numérique (dits « GAFAM » pour Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft), pour financer l'investissement public européen dans la recherche et l'innovation, notamment dans l'intelligence artificielle.

- **IV. L'Europe Projet (propositions 63 à 67)**
 - 64 : Etablir une véritable Stratégie européenne pour l'Intelligence artificielle (IA) : investir massivement grâce à des appels à projet européens publics/privés pour faire de l'Europe le pôle mondial d'innovation dans le domaine de l'IA et du big data, et pour ne pas laisser cette révolution industrielle aux Etats-Unis et à la Chine. Cette maîtrise de l'Intelligence artificielle européenne doit se faire au service des citoyens et des entreprises européennes.
 - 66 : Grâce à un Plan européen des nouvelles mobilités, développer des projets innovants en matière d'infrastructures de transports, notamment sur les autoroutes européennes pour y déployer massivement des réseaux d'approvisionnement en hydrogène et de recharge électrique. L'Europe doit devenir le leader mondial du véhicule électrique sur l'ensemble de la chaîne de valeur (notamment sur la production de batteries) mais aussi du véhicule à hydrogène.
 - 67 : Accroître les investissements stratégiques pour éliminer toutes les zones blanches, particulièrement dans les territoires ruraux et dans les transports en commun, et équiper en Internet très haut débit et en 4G/5G l'ensemble de l'Union européenne, grâce à la mobilisation prioritaire d'entreprises européennes afin de garantir une maîtrise de ces outils de souveraineté que sont les réseaux très haut-débit, 4G et 5G.
- **V. L'Europe Efficace : fonctionnement des institutions (propositions 68 à 75)**
 - 70 : Rétablir l'Europe qui fonctionnait. Grâce à un « grand soir » des compétences, faire de la Commission européenne non plus une Commission des normes, mais une Commission des projets. Il faut limiter son pouvoir normatif au strict nécessaire, et orienter son action sur la conduite de grands projets structurants, comme la réalisation d'infrastructures numériques ou ferroviaires.



Die
THINK TANK